



Ensemble, Agissons pour la ré-industrialisation des 160 hectares des terrains PSA Aulnay

L'emploi doit être la priorité !

C'est fin 2013 que PSA fermait définitivement son site d'Aulnay-sous-Bois, après des mois de luttes des salariés portées par la CGT, et appuyées par la population.

Les effets de cette fermeture ont été catastrophiques sur l'emploi, et particulièrement dans le département de la Seine-Saint-Denis. Depuis ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui ont disparus touchant particulièrement les jeunes et les quartiers.

Dès la fermeture, la CGT 93 s'est investi dans le comité de suivi de la convention interdépartementale francilienne de revitalisation Etat / PSA. Elle aura tout fait pour inverser un scénario écrit d'avance notamment par PSA et soutenu par les services de l'Etat.

Plus de 3 ans après la fermeture du site, cette « revitalisation » est au point mort quant à l'avenir industriel du site. Ce qui a conduit la CGT à interpeler à plusieurs reprises le Préfet de Région et celui de Seine-Saint-Denis pour une rencontre et leur faire part de ses propositions mais sans aucune réponse à ce jour. La dimension industrielle doit être un axe majeur et prioritaire pour que ce site retrouve un développement économique au service de la population et de la jeunesse.

Les effets de cette fermeture ont été catastrophiques sur l'emploi, et particulièrement dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Le site d'Aulnay détient d'indéniables atouts qui doivent être mis au service de l'intérêt général en matière sociale, économique et environnementale. Il est situé aux portes de la capitale et dispose d'un embranchement ferroviaire avec un accès au triage du Bourget. Il est aussi installé aux abords d'un nœud autoroutier important, à proximité de la plateforme aéroportuaire de Roissy et de l'aéroport du Bourget permettant une véritable multimodalité. Ces atouts doivent être protégés des appétits financiers et de

la spéculation immobilière pour en faire des leviers d'activités industrielles génératrices d'emplois directs et indirects (1 emploi industriel génère 4 emplois indirects).

C'est pourquoi la CGT qui n'a eu de cesse de demander que ces 160 hectares soient sous maîtrise publique demande le gel de tous les projets actuels non industriels.

La mobilisation autour de ces exigences a permis quelques avancées car il a été dernièrement annoncé que PSA cérait 107 hectares à l'Etat, via l'établissement public foncier d'Ile de France. Il faut à présent aller plus loin pour relancer un réel développement économique et social de nos territoires.

Les besoins industriels sont immenses en Ile de France, notamment ceux des transports voyageurs et marchandises, ferroviaires et bus, de l'aéronautique, de l'automobile, des activités liées à la transition énergétique et aux nouvelles énergies...

Depuis des années, en Ile-de-France, 1^{ère} région industrielle, les choix politiques conduisent à une forte désindustrialisation, et de graves menaces pèsent sur plusieurs entreprises et sites. (Dassault Argenteuil, Eurocopter la Courneuve, Hispano Colombes, PSA Poissy, Renault Flin, Airbus Suresnes...).

Dans le même temps, il est question de faire de la métropole du Grand Paris un haut lieu de la finance et du tout tourisme, conduisant à la déréglementation et à la précarité du travail. Les investissements ne serviraient plus l'intérêt général, la réponse aux besoins du plus grand nombre de franciliens, mais à des projets

aussi pharaoniques qu'inutiles comme le CDG Express (liaison ferroviaire pour hommes d'affaires traversant la Seine-Saint-Denis sans s'y arrêter) ou encore Europa City (projet de parc commercial gigantesque du groupe Auchan).

La CGT, avec vous, refuse ces choix politiques désastreux et s'engage en faveur de l'emploi, du social et de l'environnement.

Ensemble, salarié-e-s et populations, associations, syndicats et élu-e-s politiques, agissons en convergence et mobilisons-nous pour gagner la ré-industrialisation des terrains PSA Aulnay répondant aux défis économiques, sociaux et environnementaux du 21^{ème} siècle.

Pétition

Ensemble, exigeons que soit ouvert un débat public et que les 160 hectares des terrains de PSA soient réindustrialisés sous maîtrise publique au service de l'emploi.

Pour cela, nous vous invitons à signer la pétition :

Nom	Prénom	Email	Signature

A retourner à l'UD CGT 93 - 1, place de la Libération 93000 Bobigny - Fax : 01 48 30 98 69 - Email : contact@cgt93.fr

Pour signer la pétition en ligne c'est [ici](#)